

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE EN DATE DU 15 JANVIER 2025**

Roger DIDIER, MAIRE de la Ville de GAP,

- \* Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2122-27, L2122-28, L2212-1 et L2212-2 ;
- \* Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L 243-2 ;
- \* Vu le code de la construction et de l'habitation - Articles R122-5 à R122-21 - relatifs à l'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public ;
- \* Vu le code de la construction et de l'habitation - Articles R143-1 à R143-47 -relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- \* Vu le code de la construction et de l'habitation - Articles R162-8 à R165-3 - relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public ;
- \* Vu les arrêtés préfectoraux n° 2012 066-0001 du 06 mars 2012 et n° 2015-131-1 du 11 mai 2015 portant constitution et nomination des membres de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité
- \* Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-243-1 du 1er septembre 2016 relatif aux dispositions de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, modifié par l'arrêté n° 05-2016-10-01-002 du 4 octobre 2016 ;
- \* Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-066-0003 du 06 mars 2012 portant création et renouvelant la composition de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;
- \* Vu la demande d'autorisation de construire, de modifier ou d'aménager un établissement recevant du public, déposée en date du 12 novembre 2024 et enregistrée sous le numéro AT 005.061.24.P0093, comportant une demande de dérogation aux règles d'accessibilité ;
- \* Vu l'avis favorable de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité en date du 14 juin 2016 portant sur les dossiers de demande d'autorisation de construire, de modifier ou d'aménager un établissement recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux à sommeil pour lesquels s'opère uniquement une vérification du classement de ces établissements et un rappel des principales mesures de sécurité à mettre en œuvre ;
- \* Vu le classement de l'établissement en 5<sup>ème</sup> catégorie pour un effectif de 2 personnes au titre du public prononcé par la sous-commission départementale de sécurité en date du 17 décembre 2024 ;
- \* Vu l'avis défavorable de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 17 décembre 2024 ;
- \* Considérant que le projet ne respecte pas la réglementation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées dans les établissements recevant du public notamment sur les points suivants :
  - largeur de la porte d'entrée insuffisante pour permettre l'accès d'un usager en fauteuil roulant et absence de justification relative à la demande de dérogation pour le non-remplacement de cette porte.

**Arrêtons**

**Article 1 :** La demande d'autorisation de travaux sollicitée par Monsieur MODICA Philippe, exploitant, concernant l'établissement « Adéquat 007 » de type W et de 5<sup>ème</sup> catégorie, sis, 1 rue Alphonse Daudet 05000 GAP est refusée. Les travaux décrits dans la demande susvisée

ne peuvent être entrepris et un nouveau dossier de demande d'autorisation doit être constitué en vue de prévoir la mise en conformité de l'établissement ou, à défaut, de justifier l'éventuelle nature disproportionnée relative au remplacement de la porte d'entrée.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur MODICA Philippe, représentant de la société ADEQUAT 007, et ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, chargé du secrétariat de la commission ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de GAP ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son application.

FAIT et ARRÊTÉ en MAIRIE, à GAP, le 15 JANVIER 2025

La Maire-Adjointe



Transmis en Préfecture le : 16 JAN 2025  
Publié ou notifié le : 16 JAN 2025

## Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : VILLE GAP (05)

Utilisateur : ACTES VILLE

### Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **A2025\_01\_15**  
 Objet : **Refus travaux Adéquat 007**  
 Type de transaction : Transmission d'actes  
 Date de la décision : 2025-01-15 00:00:00+01  
 Nature de l'acte : Actes réglementaires  
 Documents papiers complémentaires : NON  
 Classification matières/sous-matières : 9.1 - Autres domaines de compétences des communes  
 Identifiant unique : 005-210500617-20250115-A2025\_01\_15-AR  
 URL d'archivage : Non définie  
 Notification : Non notifiée

### Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
<b>Enveloppe métier</b> Nom métier : 005-210500617-20250115-A2025_01_15-AR-1-1_0.xml	text/xml	849 o
<b>Document principal (Acte réglementaire)</b> Nom original : D_15968.pdf Nom métier : 99_AR-005-210500617-20250115-A2025_01_15-AR-1-1_1.pdf	application/pdf	84.2 Ko

### Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	16 janvier 2025 à 11h10min57s	Dépôt initial
En attente de transmission	16 janvier 2025 à 11h11min00s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	16 janvier 2025 à 11h11min02s	Transmis au MI
Acquittement reçu	16 janvier 2025 à 11h24min16s	Reçu par le MI le 2025-01-16

